

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Conjoncture : les Lianghai débuteront le 21 mai

Conjoncture : les indices PMI officiel et Caixin-Markit pour avril confirment la stabilisation de la production mais font état de perspectives dégradées dans le secteur exportateur

ECONOMIE ([ici](#))

Economie : Les bénéfices des entreprises du secteur industriel chutent de -36,7% en glissement annuel au T1-2020

Fiscalité : la politique fiscale incitative en faveur des entreprises établies dans les régions de l'ouest de la Chine est prolongée jusqu'en 2030

Politique monétaire : la PBoC a précisé les objectifs de prêts aux micro-, petites et moyennes entreprises à taux bonifié

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Marché boursier : le système d'enregistrement déjà appliqué sur le SSE STAR Market sera mis en place sur le ChiNext

Marché boursier : ouverture d'une enquête par le régulateur chinois de la concurrence sur les allégations de fraude pesant sur Luckin Coffee

Futures : la négociation des contrats à terme sur porcs vivants a été approuvée

Banques : quatre des cinq principales banques publiques chinoises affichent des bénéfices en hausse au T1-2020

Banques : les investisseurs des contrats à terme sur le pétrole brut de la BoC ont subi des pertes énormes en raison de l'effondrement des prix du pétrole, mettant la BoC dans une situation difficile

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relation UE - Chine : le 28e cycle de négociations pour le traité bilatéral d'investissements a eu lieu du 20 au 24 avril

Relation US - Chine : la Chine continue ses achats de soja américain

Relation US - Chine : la FCC signale la probable révocation des licences de quatre entreprises de télécommunications chinoises

Relation US - Chine : les Etats-Unis durcissent le contrôle des exportations de technologies sensibles vers la Chine

Relation US - Chine : les Etats-Unis annoncent les nouvelles exclusions tarifaires sur 108 produits chinois

Covid-19 : la Chine assouplit les restrictions à l'exportation de certains équipements pour la lutte contre le Covid-19

Covid-19 : l'Inde envisage une procédure accélérée pour approuver les investissements entrants chinois dans le contexte de la pandémie

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Cybersécurité : les risques géopolitiques seront pris en compte lors des audits de sécurité des infrastructures critiques réalisés par les autorités chinoises

Innovation : les Etats-Unis renforcent les restrictions sur les exportations de technologie vers la Chine

中国经济
分析报告



Economie numérique : la justice chinoise estime que WeChat n'est pas en situation de monopole en Chine

Semi-conducteurs : HiSilicon détrône Qualcomm comme premier fournisseur de puces pour smartphones sur le marché chinois tandis que Huawei annonce une collaboration avec STMicroelectronics

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : M. HUANG Runqiu nommé nouveau Ministre de l'Ecologie et de l'Environnement

Aéronautique : la crise économique globale ouvre-t-elle des opportunités d'investissements pour l'industrie chinoise ?

Transports : reprise très lente de la mobilité collective interurbaine

Transports : officialisation du rachat d'une partie des activités de l'entreprise germano-française Vossloh par CRRC

Aviation civile : La CAAC s'assigne des économies de fonctionnement

Développement durable : adoption d'une nouvelle loi renforçant le tri sélectif des déchets solides

Développement durable : sous la pression des ONG environnementales et de l'opinion publique, les autorités de Shenzhen reconnaissent qu'un rapport d'étude d'impact environnemental a été plagié

ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Shanghai : Trentième anniversaire du quartier de Pudong et annonce de mesures de réforme

Shanghai / Suzhou : Intensification du secteur de la biomédecine

Wuhan : le PIB de Wuhan chute de -40,5% en glissement annuel au T1-2020.

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

HONG KONG

Economie : Le gouvernement prévoit une contraction de l'économie en 2020 entre -4 et -7% ; le nombre de visiteurs a chuté de 99% en mars ; Le nombre de nouvelles demandes d'assistance sociale suite aux pertes d'emplois a augmenté de 25% en mars ; Les syndicats appellent le gouvernement à qualifier le Covid-19 comme maladie professionnelle.

Commerce extérieur : Les exportations hongkongaises ont baissé de -6,9% au cours du 1^{er} trimestre à 107,3 Mds USD.

Questions monétaires : Le HKD a franchi à plusieurs reprises la limite haute de la bande de fluctuation dans laquelle il évolue par rapport à l'USD, obligeant l'Autorité Monétaire à intervenir sur les marchés.

Aérien : Cathay a réduit sa capacité de vol à 3% du début du mois d'avril jusqu'au 20 juin et devrait l'augmenter à 5% fin juin ; Selon BOCOM International, le secteur de l'aviation de Hong Kong devrait perdre 8,4 Mds USD de chiffre d'affaires en 2020.

Immobilier : Chute des transactions dans l'immobilier commercial et résidentiel au 1^{er} trimestre.

Finance et Fintech : Les bénéfices avant impôt de HSBC à Hong Kong ont chuté de -12,5% au 1^{er} trimestre à 2,9 Mds USD ; WeLab, a déclaré qu'elle fournira à l'avance les 1 290 USD aux hongkongais promis par le gouvernement le 26 février, mais dont le versement ne devrait intervenir qu'en août.



MACAO

Industrie du jeu : *Le Secrétaire de l'Economie et des Finances de Macao a promis qu'une consultation publique se tiendrait d'ici fin 2020, pour réviser la loi sur les jeux ; Le gouvernement de Macao a perçu 2,3 Mds USD (-37,6%) de taxes sur les jeux au cours des trois premiers mois de 2020.*

Chômage : *Le taux de chômage à Macao a augmenté au 1er trimestre 2020 à 2,1% par rapport au trimestre précédent (et 2,9% pour les résidents locaux).*

TAIWAN ([ici](#))

Hon Hai Foxconn : *intensification de sa production aux Etats-Unis*

Aide aux entreprises : *82 Mds TWD de prêts accordés par les banques taiwanaises*

Retraite : *le recours à l'hypothèque inversée augmente de 30% à Taiwan*

CONJONCTURE

Conjoncture : les Lianghui débuteront le 21 mai

Le 29 avril, le Comité permanent du Congrès national du peuple (NPCSC) a annoncé que les deux sessions chinoises (Lianghui) longtemps attendues débuteraient le 21 mai. Initialement prévues pour le 3 mars de cette année, elles ont dû être reportées en raison de l'épidémie de COVID-19. Le choix de la date signale qu'aux yeux de Pékin le COVID-19 est sous contrôle.

Pour mémoire, l'Assemblée nationale populaire (organe législatif) et la Conférence consultative politique du peuple chinois (principal organe consultatif) se regroupent une fois par an dans le cadre de deux sessions appelé Lianghui. Lors de cet événement programmatique, le Premier ministre chinois présente à l'Assemblée nationale populaire le rapport de travail du gouvernement, qui dresse un bilan de l'année écoulée et élabore les grandes orientations pour l'exercice en cours.

Conjoncture : les indices PMI officiel et Caixin-Markit pour avril confirment la stabilisation de la production mais font état de perspectives dégradées dans le secteur exportateur

Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) officiel, davantage axé sur l'industrie lourde, est à 50,8 en avril après 52 en mars et 37,5 en février, selon les données publiées par le Bureau national des statistiques (NBS). Le sous-indice du chômage est à 50,2 en avril. En outre, le PMI non manufacturier officiel s'élève à 53,2 contre 52,3 en mars et 29,6 en février. Néanmoins, le sous-indice des nouvelles commandes adressées au secteur exportateur, à 33,5 contre 46,4 en mars signale une chute de la demande externe en lien avec la contraction de l'activité chez les principaux partenaires commerciaux de la Chine.

Par ailleurs, l'indice PMI Caixin-Markit compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd. et axé sur l'industrie légère fait état d'une contraction, à 49,4 contre 50,1 en mars (et 40,3 en février). Pour mémoire, un indice supérieur à 50 indique une expansion de l'activité par rapport au mois précédent.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECONOMIE

Economie : les bénéficiaires des entreprises du secteur industriel chutent de -36,7% en glissement annuel au T1-2020

Les chiffres publiés le 27 avril par le Bureau national des statistiques font état d'une contraction moindre des bénéfices dans l'industrie au mois de mars, avec un repli de -34,9% en glissement annuel contre une chute de -38,3% sur les deux premiers mois de l'année. Selon Zhang Weihua, porte-parole du Bureau des statistiques, si l'amélioration relative observée en mars est le signe d'une accélération de la reprise de la production, la demande n'a pas retrouvé son niveau antérieur à l'épidémie. On note que les bénéficiaires des entreprises d'Etat ont connu une chute plus marquée, à -45,5% au T1-2020, contre -29,5% pour les entreprises privées. Les replis les plus importants ont été enregistrés dans les secteurs de l'industrie pétrolière et gazière (-187,9% au T1) en raison de la chute des prix, ainsi que dans les secteurs des matériaux métalliques, machines et équipements (-84,3%), de l'automobile (-80,2%) et de la chimie (-56,5%).

Fiscalité : la politique fiscale incitative en faveur des entreprises établies dans les régions de l'ouest de la Chine est prolongée jusqu'en 2030

Le Bureau Général des Taxes, le ministère des Finances et la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) ont annoncé la poursuite des politiques fiscales introduites en 2014 pour les entreprises établies dans les provinces de l'ouest de la Chine, dans le but de favoriser le développement économique de ces régions, qui pour certaines pâtissent d'un retard de développement par rapport aux provinces côtières et du sud/centre-est de la Chine.

Le taux d'impôt sur les sociétés pour les entreprises des « secteurs encouragés » (principalement le secteur manufacturier) établies dans l'ouest sera maintenu à 15%, contre 25% dans le reste du pays jusqu'au 31 décembre 2030. Les régions concernées sont les régions autonomes du Xinjiang, de Mongolie intérieure, du Guangxi, du Ningxia et du Tibet, la municipalité de Chongqing, les provinces du Sichuan, du Guizhou, du Yunnan, du Shaanxi, du Gansu et du Qinghai ainsi que les préfectures autonomes de Xiangxi (Hunan), de Enshi (Hubei) et de Yanbian (Jilin).

Politique monétaire : la PBoC a précisé les objectifs de prêts aux micro-, petites et moyennes entreprises à taux bonifié

La PBoC a précisé les objectifs de prêts aux micro-, petites et moyennes entreprises à taux bonifié. La hausse du quota de *re-lending* et de *re-discount* pour les petites et moyennes banques, à hauteur de 1000 Mds RMB, en vue d'offrir des prêts aux micro, petites et moyennes entreprises à des taux d'intérêt bonifiés s'effectuera selon les modalités suivantes. Les crédits seront accordés par province. Tous les trimestres, il convient que chaque million de RMB alloué au titre du nouveau *re-lending* finance au moins deux entités (agriculteurs, petites et micro-entreprises, commerçants individuels), et que les nouvelles opérations de *re-discount* aux institutions financières locales représentent au moins la moitié du total. En outre, les critères d'éligibilité aux opérations de *re-lending* sont également assouplis, et étendus aux petites et micro-entreprises, commerçants individuels et entreprises privées empruntant des montants inférieurs à 30M RMB (l'ancien quota de 500 Mds RMB de *re-lending* est accordé seulement à la « finance inclusive » - et concerne des prêts inférieurs à 10M RMB). Le taux d'intérêt de ce nouveau quota de *re-lending* et de *re-discount* serait d'environ 5,5%.

Sun Guofeng, directeur du Département de la politique monétaire de la PBoC, a déclaré récemment que l'ancien quota de 500 Mds RMB de *re-lending* et de *re-discount* soutiendrait au total 500.000 entités et que ce nouveau quota de 1000 Mds RMB financerait plus de 2M d'entités. A l'heure actuelle, environ 30M de micro-, petites et moyennes entreprises disposent d'un crédit bancaire, ce nouveau quota pourrait ainsi couvrir entre 7% et 10% des micro-, petites et moyennes entreprises du pays.



Pour mémoire, la Chine a déjà annoncé au début février 300 Mds RMB de crédits spéciaux destinés aux entreprises « stratégiques » (production, transport et vente de matériel médical essentiel et des nécessités quotidiennes), 200 Mds RMB ayant déjà été accordés aux 5000 entreprises clés à 1,27%, et 500 Mds RMB de *re-lending* et de *re-discount* destinés finalement aux agriculteurs et PME, 200 Mds RMB ayant déjà été prêtés à un taux d'intérêt inférieur à 4,55%.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Marché boursier : le système d'enregistrement déjà appliqué sur le SSE STAR Market sera mis en place sur le ChiNext

A l'instar des modalités d'introduction déjà en vigueur sur le SSE STAR Market de Shanghai, le régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) a publié le 27 avril un projet de mise en œuvre d'un système d'enregistrement appelé à se substituer au système d'approbation sur le ChiNext à la Bourse de Shenzhen. Les introductions en bourse des sociétés sur le ChiNext ne requerront plus l'approbation de la CSRC, facilitant ainsi la fluidité du processus de cotation. Il convient de noter la modification des règles d'admission à la cote sur le ChiNext :

- i) Les normes de cotation sont les suivantes – « il convient que les bénéfices nets des deux dernières années soient tous positifs et que le bénéfice net cumulé ne soit pas inférieur à 50M RMB » ou que « la capitalisation boursière estimée ne soit pas inférieure à 1 Md RMB, le bénéfice net de l'année la plus récente soit positif et le revenu d'exploitation ne soit pas inférieur à 100M RMB » ou que « la capitalisation boursière estimée ne soit pas inférieure à 5 Mds RMB et le revenu d'exploitation ne soit pas inférieur à 300M RMB ». Les nouvelles règles suppriment l'exigence actuelle selon laquelle les candidats potentiels à l'inscription ne doivent subir aucune perte au cours de la dernière période en même temps qu'elles accordent une période de transition d'un an aux entreprises en pertes.
- ii) Les entreprises de type *red chips* ou multivotantes seront autorisées à être cotées sur le ChiNext.
- iii) Il n'y aura pas de limite de variation pendant les cinq premiers jours suivant la cotation d'une société en bourse. Après, la limite de variation des actions s'élèvera de 10% à 20%.
- iv) Il est nécessaire que les nouveaux investisseurs possèdent au moins 100000 RMB d'actifs financiers en moyenne au cours des 20 jours de négociations précédents et aient une expérience d'investissements de 24 mois. (Le seuil d'investissement sur le SSE STAR Market est de 500000 RMB d'actifs financiers).
- v) L'introduction en bourse des entreprises devra être réalisée dans un délai de 3 mois.
- vi) La révision portant sur une augmentation de capital pour les sociétés cotées par les régulateurs ne pourra pas durer plus de 2 mois.
- vii) Les normes de radiation s'améliorent : elles sont fondées sur « des pertes pendant trois années consécutives », la notion « de pertes excluant les profits non opérationnels », « un revenu d'exploitation inférieur à 100M RMB » et « une capitalisation boursière inférieure à 500M RMB au cours des 20 jours de négociations consécutifs ».

Pour mémoire, le ChiNext est une plateforme de financement créée en 2009 à la Bourse de Shenzhen et similaire au SSE STAR Market qui a démarré en mars 2019 à la Bourse de Shanghai pour rassembler principalement les entreprises de haute technologie. Actuellement, le ChiNext attire plus de 807 sociétés cotées en bourse pour une capitalisation boursière totale de 6780 Mds RMB. Les startups de haute technologie représentent plus de 90% des sociétés cotées sur le ChiNext. Jusqu'au 26 mars, au total 416 entreprises sont en attente de pouvoir s'introduire en bourse sur le continent chinois, parmi lesquelles 183 sociétés sur la liste d'attente du ChiNext. On estime que cette réforme du système d'enregistrement sur le ChiNext sera mise en œuvre à partir du mois de juin le plus tôt possible.

Marché boursier : ouverture d'une enquête par le régulateur chinois de la concurrence sur les allégations de fraude pesant sur *Luckin Coffee*

L'enquête de l'administration nationale pour la régulation du marché (*State Administration for Market Regulation* ou SAMR), lancée le 26 avril, vient appuyer celle lancée par le régulateur des marchés (CSRC), qui, selon le journal Caixin, coopérerait par ailleurs dans l'enquête lancée par son homologue américaine (la *Securities and Exchange Commission*). Ces enquêtes reflètent l'inquiétude des autorités sur l'incidence négative du scandale sur d'autres sociétés chinoises cotées aux Etats-Unis (telles Alibaba, JD.com, Ctrip, Pinduoduo, NetEase). Pour mémoire, *Luckin Coffee*, rival de *Starbucks* en Chine,

a annoncé qu'à la suite d'une enquête interne, son directeur d'exploitation avait gonflé les ventes de l'exercice 2019 à hauteur de 2,2 Mds RMB (310M USD), soit 75% des ventes du groupe sur les trois premiers trimestres de son exercice 2019. Le dernier rapport financier publié par *Luckin Coffee* mentionnait un chiffre d'affaires de 410 M USD sur les neuf premiers mois de l'année, en augmentation de 690% sur un an.

Futures : la négociation des contrats à terme sur porcs vivants a été approuvée

Le *Dalian Commodity Exchange (DCE)* a approuvé le 24 avril la négociation des contrats à terme (*futures*) sur porcs vivants. Après presque deux ans de préparation, il s'agira du premier produit dérivé financier basé sur un animal vivant en Chine. La Chine produit et consomme environ la moitié des porcs du monde. L'année dernière, les agriculteurs ont élevé 540M de cochons dont des centaines de millions auraient fait l'objet d'abattage, compte tenu de l'épizootie liée à la peste porcine africaine : La production de porcs n'a pas dépassé 42M de tonnes, contre environ 50M de tonnes en année normale. En raison de la hausse des prix du porc due à la peste porcine africaine depuis 2018, le marché du porc vivant a doublé pour atteindre près de 2 000 Mds RMB (282 Mds USD), contre 1 000 Mds RMB en année normale. Le COVID-19 en cours a ajouté de la volatilité aux prix du porc. Le DCE n'a pas précisé à quel moment la négociation/cotation débiterait. Actuellement, la conception générale des contrats à terme sur les porcs et des règles de négociation a été achevée et la préparation des entrepôts de livraison progresse, a indiqué la bourse.

Banques : quatre des cinq principales banques publiques chinoises affichent des bénéfices en hausse au T1-2020

Dans le détail, Industrial & Commercial Bank of China (ICBC), la première banque mondiale par le total du bilan, annonce une hausse de ses bénéfices de +4,8% en glissement annuel (85,5 Mds CNY), Agricultural Bank of China (ABC) de +4,8% (64,2 Mds CNY), China Construction Bank (CCB) de 5,1% (80,6 Mds CNY) et la Bank of Communication (BOCOM) de +1,8% (21,5 Mds CNY). Le montant total des bénéfices réalisés par ces quatre banques au T1-2020 s'élève à 251,8 Mds CNY (32,7 Mds EUR). Les bénéfices trimestriels de Bank of China (BoC) n'ont en revanche pas encore fait l'objet d'une annonce. Plusieurs analystes anticipent cependant un repli des bénéfices réalisés dans le secteur financier en 2020 : UBS estime que les bénéfices du secteur bancaire pourraient connaître une chute de -39% sur l'année, même en cas de soutien du gouvernement pour absorber des prêts non performants. Un tel scénario aurait des conséquences sur le montant des dividendes versés par les entreprises d'Etat du secteur financier au budget du gouvernement central, qui s'élevaient en 2019 à 772 Mds CNY (100,4 Mds EUR), et représentait, dans le cas des quatre grandes banques d'Etat, 30% de leurs bénéfices. Ce montant est à mettre en parallèle du montant des dividendes versés par les SOEs non financières au budget du gouvernement central : 39 Mds CNY (5,1 Mds EUR), soit 2,4% du total de leurs bénéfices. Les dividendes versés par les entreprises d'Etat du secteur financier représentaient donc en 2019 95,2% des dividendes versés par l'ensemble des SOEs au gouvernement central.

Banques : les investisseurs des contrats à terme sur le pétrole brut de la BoC ont subi des pertes énormes en raison de l'effondrement des prix du pétrole, mettant la BoC dans une situation difficile

Après que plusieurs investisseurs des contrats à terme sur le pétrole brut vendus par la Bank of China (BoC) ont subi des pertes énormes en raison de l'effondrement des prix du pétrole brut le 20 avril, certains investisseurs mettent en cause la BoC, qui devrait, selon eux, assumer les pertes imputables aux défauts de conception de son produit et à sa gestion des risques défectueuse.

Le contrat à terme sur le pétrole brut proposé par la BoC, appelé «*Yuan You Bao*», est un produit d'investissement papier destiné aux investisseurs de détail en Chine, qui n'ont généralement pas la possibilité d'investir directement dans des contrats à terme sur le pétrole brut négociés sur les marchés étrangers. Le produit de la BoC fournit aux investisseurs des contrats à terme sur le pétrole brut notionnels, qui sont liés à des contrats à terme sur le pétrole brut étrangers, y compris des contrats à

terme sur le *West Texas Intermediate (WTI)*, une référence majeure pour les prix mondiaux du pétrole négociés sur un marché organisé opéré par le géant américain CME Group Inc. Plusieurs autres grandes banques chinoises fournissent également des produits d'investissement similaires sur le pétrole brut, notamment ICBC, ABC, CCB, BoCom, Minsheng Bank et Ping An Bank.

Les lacunes de la BoC en matière de gestion des risques et la vente d'un produit financier à haut risque aux investisseurs ordinaires sans avertissement suffisant ont été critiquées. Selon les règles contractuelles définies pour ce produit de la BoC, les investisseurs ne peuvent échanger leurs contrats échéant en mai après 22 heures le 20 avril (heure de Pékin). Cependant, la BoC les a obligés à dénouer leurs positions sur la base du cours négatif de -37,63 \$ le baril, le prix de règlement du contrat WTI de mai négocié aux États-Unis, qui a été publié à 2h30 du matin (heure de Pékin) le 21 avril. Les investisseurs de *Yuan You Bao* auraient donc dû pouvoir sortir au prix de règlement d'environ 11 \$ le baril à 22 heures (heure de Pékin) le 20 avril au lieu des - 37,63 \$ négatifs entraînés par la forte chute des cours pendant la nuit. ICBC et CCB proposent également des produits similaires, mais elles ont fixé leur date de règlement cinq jours ouvrables avant le dernier jour de règlement des produits sous-jacents. Pour le contrat WTI de mai chez ICBC et CCB, la date de règlement était ainsi le 14 avril, une semaine plus tôt que celle prévalant pour les positions négociées avec la BoC. De nombreux acteurs du secteur se sont déclarés surpris que la BoC ne fixe sa date de règlement qu'un jour avant l'expiration du contrat mensuel, ce qui lui donne peu de flexibilité pour faire face aux fluctuations potentielles des prix. Actuellement, des investisseurs mécontents se livrent à des protestations en ligne, accusant la BoC de défauts dans la conception du produit et exigent qu'elle assume une partie des pertes. Mais la banque a affirmé avoir réglé les contrats conformément aux accords convenus avec les clients.

On ignore encore l'ampleur des pertes subies par les investisseurs chinois sur les contrats à terme sur le pétrole brut. Selon Caixin, la BoC avait plus de 60 000 investisseurs en *Yuan You Bao* qui avaient placé 4,2 Mds RMB sur des comptes de dépôt de garantie. Sur la base du prix de règlement après l'effondrement des prix du pétrole le 21 avril, les investisseurs devaient 5,8 Mds RMB à la banque, outre les moins-values antérieures, entraînant une destruction de valeur de 10 Mds RMB.

Depuis mars, plus de 100 000 nouveaux investisseurs chinois de détail ont afflué sur le marché des contrats à terme sur le pétrole brut, estimant que les prix du pétrole rebondiraient après la chute en mars. Depuis début mars, les clients *Yuan You Bao* d'une succursale de la BoC sont passés de 3 000 à 13 700 et le volume d'échange hebdomadaire est passé de 320 M RMB à 1,2 Md RMB.

La plupart des banques ont interrompu les ventes des contrats à terme sur le pétrole brut après les pertes catastrophiques enregistrées par des investisseurs clients de la BoC. Cette dernière a désormais interdit à ses clients *Yuan You Bao* d'ouvrir de nouvelles positions à partir du 22 avril, ne les autorisant qu'à une clôture de celles-ci. ICBC est la dernière à annoncer la fin de la possibilité d'ouvrir de nouvelles positions dans des produits liés aux contrats à terme sur matières premières, non seulement pétrole brut, mais aussi soja, gaz naturel et cuivre.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relation UE-Chine : le 28^e cycle de négociations pour le traité bilatéral d'investissements a eu lieu du 20 au 24 avril

Le 28^e cycle de négociations pour l'accord global sur les investissements entre la Chine et l'Union européenne (UE) a eu lieu du 20 au 24 avril. Selon un communiqué du MofCom du 24 avril, des « progrès positifs » ont été obtenus.

Pour rappel, à l'occasion du dernier Sommet UE-Chine, les deux parties s'étaient accordées dans une déclaration conjointe à « engranger des progrès décisifs » dans la négociation d'ici la fin de l'année 2019, dans le but de conclure un accord « ambitieux » en 2020. Le premier cycle de négociations a débuté en 2014.

Relation US – Chine : La Chine continue ses achats de soja américain

Le département américain de l'Agriculture (USDA) a déclaré le 24 avril que la Chine avait signé un accord d'importation de 136 000 tonnes de soja américain, pour le troisième jour consécutif (606 000 tonnes au total).

Selon [Reuters](#), la Chine se prépare à acheter plus de 30 millions de tonnes de récoltes, dont 10 millions de soja pour les stocks d'État afin de se protéger des perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la pandémie de coronavirus et de tenir ses promesses d'achats de produits agricoles américains.

Relation US – Chine : La FCC signale la probable révocation des licences de quatre entreprises de télécommunications chinoises

La Commission fédérale des communications (FCC) américaine a ordonné le 24 avril à quatre opérateurs de télécommunications chinois, filiales d'entreprises d'Etat, de démontrer qu'elles ne sont pas soumises au contrôle du gouvernement chinois sous peine de retrait de licence d'opération aux Etats-Unis.

D'après la FCC, ses ordres "donnent aux entreprises la possibilité de démontrer qu'elles ne sont pas soumises à l'influence et au contrôle du gouvernement chinois".

Les quatre entreprises visées, China Telecom, China Unicom, Pacific Networks et ComNet doivent répondre sous un délai de 30 jours. La FCC ordonne également à China Telecom de répondre aux allégations faites par d'autres régulateurs américains qui l'ont accusée ce mois-ci de « présenter des risques pour la sécurité nationale » et qui ont recommandé que ses licences d'exploitation aux Etats-Unis soient révoquées.

La FCC avait déjà rejeté l'année dernière les demandes de licences d'exploitation de China Mobile.

Relation US – Chine : Les Etats-Unis durcissent le contrôle des exportations de technologies sensibles vers la Chine

Le Bureau de l'Industrie et de la sécurité (BIS) du ministère américain du Commerce a annoncé le 28 avril un durcissement des règles d'exportation de certaines technologies sensibles vers la Chine, de peur qu'elles ne soient utilisées par les forces armées chinoises.

Les produits visés par ces mesures devront être examinés par les autorités réglementaires avant d'être approuvés pour l'exportation à l'étranger. En plus de la Chine, les mesures couvrent également la Russie et le Venezuela.



Les restrictions à l'exportation couvriront certains matériaux, les produits chimiques, les microorganismes, les toxines, le traitement des matériaux, la conception, le développement et la production électroniques, les ordinateurs, les télécommunications, les capteurs et les lasers, les technologies marines, les systèmes de propulsion, les véhicules spatiaux et les équipements connexes.

La définition d'un utilisateur final militaire basé en Chine inclut les entreprises privées chinoises et les entreprises d'Etat ayant des liens avec l'Armée populaire de libération.

Relation US-Chine : les Etats-Unis annoncent les nouvelles exclusions tarifaires sur 108 produits chinois

Les Etats-Unis (USTR) ont octroyé le 24 avril une nouvelle salve d'exemptions de droits de douane additionnels concernant 108 différents produits inclus dans la « Section 301 ». La liste comprend notamment des produits médicaux (des circuits imprimés pour les pompes à perfusion médicale et des contrôleurs pour les lits d'hôpitaux), des équipements motorisés et des produits divers tels que les vélos. Les exemptions s'appliqueront rétroactivement au 24 septembre 2018 et s'étendront jusqu'au 7 août 2020.

[Lire le communiqué de l'USTR](#)

Covid-19 : La Chine assouplit les restrictions à l'exportation de certains équipements pour la lutte contre le Covid-19

La Chine a levé certaines restrictions sur les exportations d'équipements médicaux (masques, tests, vêtements de protection, thermomètres et respirateurs). Les exportateurs de produits médicaux devaient, depuis le 1er avril, être enregistrés auprès de l'Administration nationale des produits médicaux (NMPA), mesure prise à la suite de plaintes de plusieurs pays européens sur la qualité des produits qu'ils avaient achetés. Les produits ont désormais seulement besoin de répondre aux exigences du marché de destination.

[Lire le communiqué du MofCom](#)

Covid-19 : l'Inde envisage une procédure accélérée pour approuver les investissements entrants chinois dans le contexte de la pandémie

Selon [Reuters](#), le gouvernement indien envisage une procédure accélérée pour l'approbation des investissements entrants en provenance des pays partageant une frontière avec l'Inde.

Les investissements dans les secteurs de l'automobile et des énergies renouvelables pourront probablement bénéficier de la procédure accélérée (car moins sensibles que les secteurs de télécommunications, de services financiers, et de l'assurance).

L'Inde avait introduit un contrôle plus strict des investissements entrants en provenance de ses pays voisins afin d'éviter les acquisitions opportunistes pendant la pandémie du Covid-19, mesure que la Chine avait qualifié de discriminatoire.

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Cybersécurité : les risques géopolitiques seront pris en compte lors des audits de sécurité des infrastructures critiques réalisés par les autorités chinoises

Le 27 avril 2020, la Cyberspace Administration of China (CAC) et 11 administrations chinoises ont publié leurs « [méthodes d'audit de la sécurité des réseaux](#) », qui doivent entrer en vigueur le 1^{er} juin 2020, en substitution aux actuelles « [mesures d'examen de la sécurité des produits et services de réseaux](#) » (2017). Ce texte intime aux opérateurs d'infrastructures d'information dites « critiques » (la loi chinoise n'en précise pas la définition mais il s'agit des opérateurs dont le dysfonctionnement menace ou peut menacer la sécurité nationale) de réaliser un audit de sécurité lors de l'achat de produits ou d'équipements susceptibles d'affecter la sécurité nationale.

Ce texte requiert des opérateurs d'infrastructures critiques qu'ils procèdent activement à une demande d'inspection coordonnée par la CAC en produisant au préalable une demande d'audit, le contrat d'achat de produits ou services proposé (ou une déclaration d'intention), les documents techniques relatifs aux produits ou services en question, ainsi que « tout autre document exigé par la CAC ». Cette dernière disposera de dix jours pour informer l'opérateur de la nécessité ou non de conduire un audit. Si ce dernier se révèle effectivement nécessaire, les autorités chinoises examineront notamment : « *les risques politiques, diplomatiques et commerciaux susceptibles de conduire à une rupture de la chaîne d'approvisionnement des produits ou services* » (article 9). Alors qu'une précédente version du texte (24 mai 2019) mentionnait également « *le soutien financier obtenu par le fournisseur auprès d'un État étranger et la capacité pour un État étranger de contrôler les produits ou services en question* », ce « risque » a disparu du texte final. L'audit de la CAC peut prendre jusqu'à 45 jours.

Cette nouvelle réglementation pourrait jouer en la défaveur de fournisseurs étrangers de solutions de cyber sécurité lors d'appels d'offre publics. Pour mémoire, d'après le [Financial Times](#) du 9 décembre 2019, une directive du secrétariat général du Parti communiste chinois datant du début de l'année 2019 exigerait déjà des administrations et des institutions publiques du pays (dont notamment ses entreprises d'État) de ne plus utiliser d'ordinateurs et de logiciels étrangers d'ici 2022.

Innovation : les Etats-Unis renforcent les restrictions sur les exportations de technologie vers la Chine

Le 27 avril, le Département du commerce américain a annoncé un élargissement de la définition des technologies soumises à des restrictions d'exportation vers la Chine, mais aussi la Russie et le Venezuela qui prendra effet le 29 juin 2020. Wilbur Ross, Secrétaire américain au commerce, a justifié cette décision en déclarant que « *certaines entités en Chine, en Russie et au Venezuela, avaient cherché à contourner les mesures américaines de contrôle des exportations* ».

Cette « Nouvelle règle » requiert l'obtention d'une licence pour les exportations de technologies lorsque l'utilisateur final est identifié comme ayant des liens avec l'appareil militaire de ces Etats, y compris lorsque le produit en question n'a pas d'application militaire directe. La [nouvelle définition](#) inclut notamment les produits utilisés pour la production ou même la maintenance d'équipements militaires. A titre d'exemple, des produits tels que des semi-conducteurs, des produits chimiques, des équipements acoustiques ou nucléaires mais aussi de l'électronique grand public sont concernés par cette nouvelle réglementation, qui renforcera sensiblement les contraintes, notamment en termes de due diligences, pour les entreprises, américaines ou non, souhaitant exporter vers la Chine. John Neuffer, président de la Semiconductor Industry Association s'est ainsi [inquiété](#) que ces nouvelles règles puissent créer de « *nouvelles incertitudes pour l'industrie des semi-conducteurs durant cette période* ».

de troubles économiques sans précédent ». À plus long terme, cette décision pourrait également contribuer à accélérer la divergence entre les écosystèmes technologiques américain et chinois, présentée par de [nombreux analystes comme](#) un « découplage ».

Cette décision semble être une réponse à la stratégie chinoise d'intégration civilo-militaire (ICM) qui incite les entreprises et l'armée à collaborer étroitement afin de faciliter le déploiement de technologies à double usage. Un rapport du département américain de la Défense publié en septembre 2018 présentait déjà la doctrine chinoise d'intégration civilo-militaire comme une illustration de « *l'agression économique chinoise et des efforts de modernisation de son armée qui la complètent* ». Si le concept d' « intégration civilo-militaire » est relativement ancien (Mao Zedong l'avait énoncé dès 1958), le concept a pris une dimension nouvelle en devenant une « stratégie nationale » en 2015. Les principaux plans industriels chinois intègrent désormais une dimension militaire et un nombre croissant d'entreprises innovantes au-delà des secteurs traditionnels sont incitées à y prendre part.

[Lire la régulation du Bureau of Industry and Security \(Département du commerce\) américain](#)

Economie numérique : la justice chinoise estime que WeChat n'est pas en situation de monopole en Chine

En avril 2020, un individu du nom de Zhang Zhengxin, avocat au sein du cabinet [Yingke](#), qui avait porté plainte contre WeChat pour abus de position dominante, a vu sa demande rejetée et le retrait de sa plainte validé par le Tribunal de la propriété intellectuelle de Pékin. Bien que WeChat compte 1,2 milliard d'utilisateurs actifs en Chine, le secteur de la messagerie instantanée n'a pas été considéré par la justice comme un marché en tant que tel. En réaction, M. Zhang a estimé que ce cas démontre que les firmes chinoises de l'internet étaient de fait [dispensées](#) des provisions de loi chinoise antitrust, qui concerne pourtant l'ensemble des entreprises détenant plus des parts d'un marché donné.

M. Zhang accuse régulièrement Tencent, propriétaire de Wechat, de bloquer les liens vers les plateformes Taobao (Alibaba), Douyin (équivalent chinois de TikTok, propriété du groupe ByteDance) et Feishu (ByteDance), [invoquant](#), outre le droit de la concurrence la « liberté d'expression » garantie dans la Constitution chinoise. Ces applications ont pour particularité d'appartenir à des groupes technologiques dont les ambitions de développement horizontal menacent les positions de Tencent. De telles pratiques ne sont pas le monopole de Tencent et sont fréquentes dans l'univers de l'internet chinois, très compétitif. Par le passé, Alibaba [a bloqué](#) les liens vers WeChat et Baidu sur ses plateformes, mettant en avant des questions de sécurité. De même, en mai 2018, Pony Ma, PDG de Tencent, et Zhang Yiming se sont invectivés publiquement sur WeChat, M. Zhang reprochant à Tencent de ne pas autoriser le partage de vidéos sur ses plateformes. Selon M. Zhang, cette pratique relèverait d'un abus de position dominante, en violation de la loi chinoise anti-monopole (2008). Dans cette même veine, JD.com a [porté plainte](#) contre Alibaba, accusant le groupe de Hangzhou de conclure avec les vendeurs de sa plateforme des clauses d'exclusivité abusives, contraires au droit de la concurrence.

En janvier 2020, la *State Administration for Market Regulation* (SAMR) [a introduit](#) une nouvelle loi anti-monopole, visant spécifiquement les positions dominantes de certains groupes technologiques. Le projet de réforme, si adopté, renforcera les pouvoirs du SAMR tout en précisant et en élargissant le champ de la loi anti-monopole. Cette possible réforme ne devrait toutefois pas emporter de conséquences majeures pour les grandes plateformes numériques chinoises : les dispositions de la loi 2008 (selon lesquelles un abus de position dominante peut-être imputé lorsqu'un acteur dispose de plus de 50% des parts de marché ; lorsque deux acteurs possèdent deux tiers des parts de marché ; ou lorsque trois acteurs se partagent les quatre cinquièmes de parts de marché) s'appliquent déjà à Baidu (recherche en ligne), Alibaba et Tencent (commerce et paiement en ligne, en particulier) sans que ces deux trois groupes aient jusqu'ici été sanctionnés. Ces groupes sont par ailleurs trop essentiels aux



ambitions du gouvernement chinois dans le secteur numérique pour que celui-ci agisse trop hardiment en vue de briser leurs monopoles sur ces secteurs. Selon le *South China Morning Post*, la totalité des transactions bloquées par le MOFCOM (ou approuvées sous condition) ont jusqu'à présent concerné des entreprises étrangères.

Semi-conducteurs : HiSilicon détrône Qualcomm comme premier fournisseur de puces pour smartphones sur le marché chinois tandis que Huawei annonce une collaboration avec STMicroelectronics

Selon un [rapport](#) publié par le cabinet de conseil CINNO Research, dont Huawei est l'un des principaux clients, HiSilicon a représenté 43,9% des ventes de microprocesseurs pour smartphones au premier trimestre en Chine, devant Qualcomm (32,8%). C'est la première fois que les parts de marché de la filiale de Huawei dédiée au design de microprocesseurs dépassent celles de son concurrent américain. Sur un marché en recul à cause de la crise du covid-19, HiSilicon a réussi à atteindre des résultats en très légère hausse (+0,2%) par rapport au premier trimestre 2019 alors que l'ensemble du secteur était en recul de 44,5%. Malgré cette concurrence, Qualcomm est également un partenaire essentiel pour Huawei. Bien que le groupe de Shenzhen soit présent sur l'*entity list* du département du commerce américain, Qualcomm affirmait en septembre 2019 continuer ses livraisons à Huawei et annonçait négocier avec son partenaire un contrat pluriannuel d'approvisionnement.

Il semblerait que l'administration américaine se prépare à durcir les conditions d'exportation pour Huawei. Ainsi, une réunion interministérielle [aurait décidé](#) le 25 mars d'imposer aux entreprises étrangères utilisant des technologies américaines l'obtention d'une licence pour fournir des composants à Huawei. Cette décision pourrait particulièrement impacter le groupe taiwanais TSMC, première fonderie au monde et l'un des principaux fournisseurs de Huawei. Pas encore confirmée à cette heure, ces nouvelles restrictions font l'objet de fortes résistances de la part des industriels américains du secteur qui craignent de fortes retombées négatives en termes de chiffre d'affaires. A titre d'exemple, une part importante des livraisons de TSMC à Huawei consiste en des puces transformées par Qualcomm.

Ces incertitudes incitent Huawei à chercher de nouvelles alternatives. HiSilicon aurait ainsi [augmenté](#) ses commandes en provenance du fondeur chinois SMIC, qui a récemment annoncé ([voir brèves du 30 mars 2020](#)) sa montée en gamme, affirmant maîtriser la technologie de production en 7nm. Par ailleurs, le [Nikkei Asian Review](#) a annoncé cette semaine la conclusion d'un partenariat entre Huawei et le groupe franco-italien STMicroelectronics pour le design de microprocesseurs dédiés au secteur automobile. Le 22 avril, Jean-Marc Chery, PDG de STMicroelectronics, a déclaré que son groupe ne serait pas affecté par de possibles sanctions américaines, l'entreprise étant largement autonome des technologies de production américaines. Cette collaboration pourrait notamment permettre à Huawei de s'affirmer sur le secteur des véhicules autonomes, où l'entreprise [cherche à se positionner](#) sur « tout sauf les voitures ». Cela concerne les microprocesseurs mais aussi le cloud, les réseaux, le pilotage autonome, ainsi que les batteries et même les stations de chargement.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : M. HUANG Runqiu nommé nouveau Ministre de l'Écologie et de l'Environnement

M. HUANG Runqiu, jusqu'à maintenant premier des vice-ministres du ministère de l'Écologie et de l'Environnement (MEE), vient d'être nommé Ministre de ce ministère, en remplacement de M. LI Ganjie, qui a quitté ses fonctions le 9 avril. Le nouveau ministre est un expert reconnu en environnement. A noter que, contrairement à la majorité des membres du gouvernement chinois, M. HUANG n'est pas Secrétaire du parti pour son ministère, cette fonction étant exercée depuis la mi-avril par M. SUN Jinlong (cf. *Brèves hebdomadaires* du 6 avril).

M. HUANG Runqiu, âgé de 56 ans, est docteur en géologie de l'Université de technologie de Chengdu, dont il est vice-Président depuis 2001. Parallèlement à sa carrière universitaire, M. HUANG s'est investi en politique dès 1994 au sein de la « Société du 3 septembre », l'un des huit petits partis politiques satellites autorisés aux côtés du Parti communiste. Il était vice-ministre du MEE depuis 2016.

En tant que vice-ministre, il était responsable notamment de l'ensemble des négociations multilatérales relatives à la biodiversité et de la préparation de la conférence CoP15 de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique prévue à Kunming. A ce titre, il a rencontré à plusieurs reprises les autorités françaises, notamment les Secrétaire d'Etat à la transition écologique et solidaire Mme Emmanuelle Wargon (en novembre 2018) et Mme Brune Poirson (en novembre 2019).

Aéronautique : la crise économique globale ouvre-t-elle des opportunités d'investissements pour l'industrie chinoise ?

Embraer a déclaré lundi le lancement d'un processus d'arbitrage contre Boeing, après la décision de l'avionneur américain de renoncer au rachat des activités civiles de l'entreprise brésilienne, pour un montant total de 4,2 Mds USD (3,9 Mds EUR). Cela ouvre peut-être une fenêtre d'opportunités pour l'industrie chinoise, dans la mesure où l'acquisition d'Embraer pourrait lui permettre d'accélérer ses acquisitions de technologies clefs pour assurer son développement (en particulier en matière de motorisation). M. Paulo Guedes, le ministre brésilien de l'économie, a laissé entendre que le gouvernement brésilien serait ouvert à de nouveaux investisseurs, pourquoi pas chinois, même si un tel rapprochement ne serait pas neutre sur un plan politique.

Les observateurs restent cependant réservés sur la viabilité d'un tel mariage. COMAC mène plusieurs programmes en même temps, dont le monocouloir C919 en cours de certification, le gros-porteur CRJ929 en projet avec le consortium russe UAC, mais aussi l'avion régional ARJ-21, dont un 24ème exemplaire est sorti cette semaine de l'usine de Shanghai, premier appareil livré par l'avionneur chinois depuis le début de la crise pandémique. La Chine a-t-elle intérêt à investir dans la gamme d'appareils E2, rival de l'ARJ-21 sur les avions d'environ 100 sièges, alors qu'elle cherche à promouvoir son propre produit ?

Il n'en demeure pas moins que les difficultés majeures que traversent le duopole Boeing et Airbus, ainsi que les principaux systémiers, équipementiers et fournisseurs de la filière aéronautique sur le plan mondial, pourraient transformer de manière significative la chaîne de valeur dans le secteur, en favorisant l'émergence de regroupements régionaux, de nouvelles alliances, d'opportunités de fusions-acquisitions, dans un contexte d'annonce de nombreuses aides économiques d'Etat.

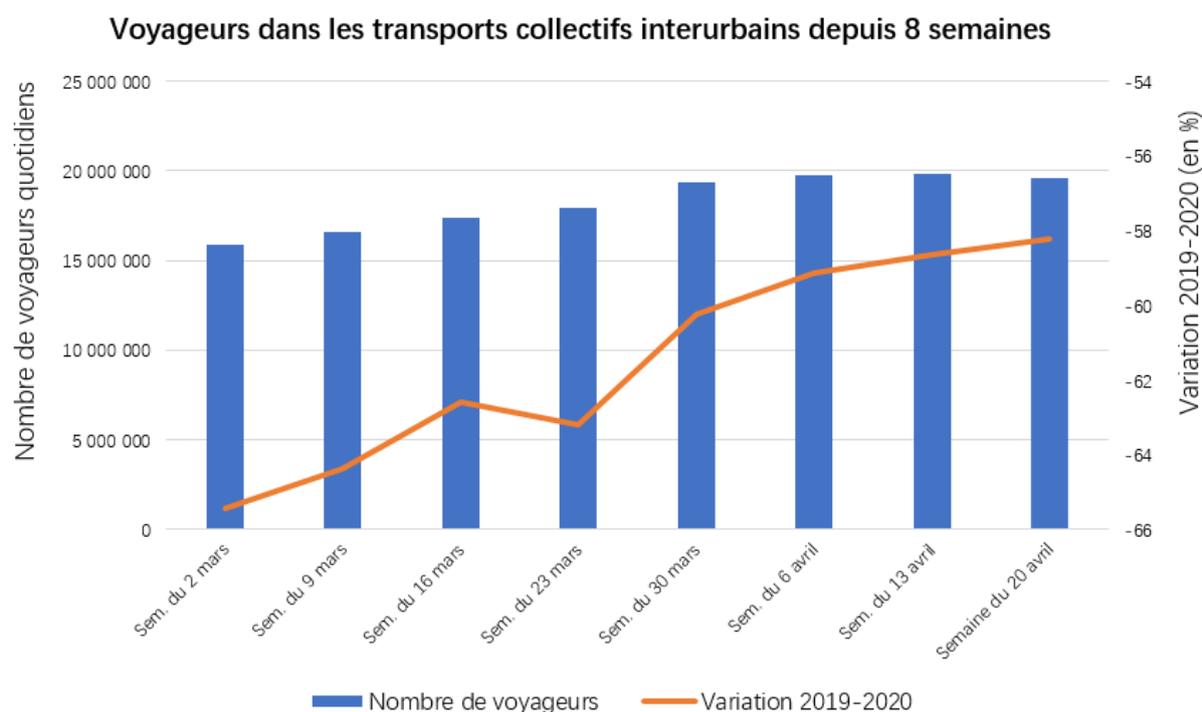
Des formes de consolidation sont d'ailleurs déjà perceptibles dans le transport aérien. En dehors des questions sur un éventuel démembrement des activités aériennes du groupe HNA, dont sa compagnie

phare Hainan Airlines, les difficultés financières de Virgin Australia, après l'échec d'un plan de sauvetage australien, attireraient la convoitise des grandes compagnies chinoises. China Southern Airlines, China East Airlines et Air China seraient toutes sur les rangs pour l'acquisition de la compagnie, en dépit de pertes colossales enregistrées au premier trimestre 2020 (14 Mds CNY en cumulé pour ces trois compagnies, soit 1,8 Mds EUR).

Ces projets de rachat chinois de Virgin Australia dépendront cependant de l'aval du gouvernement australien, dans un contexte où les relations bilatérales sont tendues entre la Chine et l'Australie. S'ils aboutissaient, le contrôle des routes transpacifiques passerait alors majoritairement sous l'égide des transporteurs chinois, ce qui ne serait pas sans péril pour le maintien d'une offre concurrentielle de services aériens dans la région, en particulier pour des compagnies « historiques » comme Qantas.

Transports : reprise très lente de la mobilité collective interurbaine

Selon les statistiques journalières publiées par le Ministère des transports, les transports interurbains accusent encore une baisse globale d'env. 58 % (env. 19 571 000 passagers chaque jour entre le 21 et le 27 avril pour l'ensemble du territoire à comparer aux 46 846 000 de passagers journaliers à la même période de 2019) et la reprise du transport de passagers s'avère très lente. Les mesures de quarantaine en vigueur à Pékin jusqu'à maintenant et dans certaines autres régions, ainsi que vraisemblablement la crainte de nouvelles décisions de restrictions difficiles à prévoir, représentent autant de freins aux déplacements.



Source : statistiques quotidiennes publiées par le Ministère des transports depuis le 3 mars 2020 (moyennes, tous modes de transport collectif confondus, pendant sept jours – du mardi au lundi suivant).

Dans le détail, la baisse du nombre de voyageurs par rapport à 2019 est fin avril en glissement annuel de 57 % pour le transport routier (qui représente env. 79 % des mobilités), de 62 % pour le ferroviaire



(17 % du trafic total), de 69 % pour l'aérien (3 % du total) et de 54 % pour le transport par voies d'eau (1 % du total).

Transports : officialisation du rachat d'une partie des activités de l'entreprise germano-française Vossloh par CRRC

Le 27 avril, l'autorité de la concurrence allemande (Bundeskartellamt) a donné son accord pour le rachat des activités de production des locomotives de Vossloh par une filiale de la China Railway Rolling Stock Corporation, CRRC ZELC. Selon l'autorité allemande, l'opération – dont les modalités financières n'ont pas été rendues publiques – devrait permettre à l'entreprise allemande de bénéficier de l'expertise technique et de disponibilités financières du fabricant de matériel roulant chinois, sans pour autant que ce mouvement ne distorde la compétition sur le marché unique. L'entreprise, leader dans la construction des locomotives à diesel, emploie près de 500 personnes et est implantée en Allemagne, en France et en Italie. Elle a réalisé un chiffre d'affaires d'env. 100 M EUR en 2019. CRRC est le plus grand fabricant de matériel roulant mondial, employant plus de 150 000 personnes et générant un chiffre d'affaires de plus de 27 Mds EUR.

Pour mémoire, CRRC ZELC avait premièrement manifesté son intérêt pour l'achat de l'entreprise en août 2019 pour se positionner sur le marché européen. A la suite de cette annonce, l'Unife, association représentant l'industrie manufacturière du rail européen et basée à Bruxelles, avait appelé à un véritable level-playing field et à des conditions de traitement justes entre les fournisseurs ferroviaires européens et chinois sur les deux marchés. Selon l'association, le marché chinois est devenu de plus en plus difficile d'accès pour les entreprises européennes, tandis que la concurrence avec les entreprises chinoises s'accroît à l'international. Le développement de ce secteur fait l'objet d'une attention particulière de la part des autorités chinoises puisqu'il est inclus dans sa feuille de route nationale de montée en gamme industrielle « Made in China 2025 » et dans sa politique d'internationalisation, les Nouvelles routes de la soie (BRI).

Aviation civile : La CAAC s'assigne des économies de fonctionnement

L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a publié une notice le 24 avril sur la mise en place de mesures de contrôle des dépenses au sein de l'administration, en conséquence de la situation épidémique, en assumant un pilotage plus resserré de sa masse salariale et de ses frais de fonctionnement.

Aucun élément budgétaire précis n'a été toutefois communiqué. Sur les effectifs, la CAAC laisse entendre un gel des emplois, au-delà des renforts de personnels ponctuels pour la gestion de certains aspects de la crise épidémique. L'organisation d'événements sera réduite au strict nécessaire et des sessions de formations reportées. S'agissant des dépenses de fonctionnements, la CAAC s'engage à optimiser ses systèmes d'audit interne et de pilotage par la performance, à rationaliser ses actifs par la mise en place de cessions de tout ce qui ne sera pas considéré comme stratégique, à améliorer les modes de passation de marchés publics et à promouvoir une meilleure globalisation des achats pour des économies d'échelle.

Tous les personnels de l'aviation civile sont engagés dans la mise en œuvre de la politique de soutien sectorielle, telle qu'annoncées en mars dernier, dans le sillage des orientations du conseil des affaires d'Etat. Pour rappel, cela concerne notamment la suppression de la cotisation des compagnies aériennes au fond de développement de l'aviation civile redevable en 2020, d'autres réductions de



taxes et redevances, des subventions ou facilitations diverses au transport aérien de passager et aux opérations de fret, un regain des investissements aéroportuaires (100 Mrd RMB – 12,7 Mrd EUR) et des actions de simplifications administratives (avec notamment davantage de numérisation). La notice insiste également sur les principes d'exemplarité et de sobriété pour les cadres dirigeants de la CAAC, qualités nécessaires pour traverser cette « période de vaches maigres. »

A titre d'illustration, l'association des transporteurs chinois (CATA) a décidé une réduction en 2020 de 50% les cotisations dues par ses entreprises membres (environ 2000). L'association réévaluera la situation au cours du second semestre pour les prochaines échéances.

Développement durable : adoption d'une nouvelle loi renforçant le tri sélectif des déchets solides

Le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire réuni du 26 au 29 avril a adopté une loi sur la prévention et le contrôle de la pollution de l'environnement par les déchets solides, qui entrera en vigueur le 1^{er} septembre 2020.

La principale disposition consiste à renforcer les responsabilités des autorités locales en matière de recyclage, rendant obligatoire la mise en place d'un système de tri sélectif (collecte, transport et élimination) pour les déchets ménagers. Il ressort également de la responsabilité des collectivités locales de communiquer auprès du grand public pour garantir un tri efficace de la part des ménages.

La nouvelle réglementation traite également des déchets dangereux, déchets industriels et déchets médicaux et précise les responsabilités des divers acteurs à leur égard. Enfin, les acteurs du e-commerce et de la livraison à domicile sont encouragés à utiliser des emballages recyclables.

Pour mémoire, le Conseil des affaires d'Etat a lancé en décembre 2018 un programme de « Villes zéro déchet » destiné à moderniser la gestion des déchets urbains. Ce programme mobilise plusieurs départements ministériels, sous la présidence du ministère de l'écologie et de l'environnement.

Développement durable : sous la pression des ONG environnementales et de l'opinion publique, les autorités de Shenzhen reconnaissent qu'un rapport d'étude d'impact environnemental a été plagié

Plusieurs ONG, notamment la *Shenzhen Blue Ocean Conservation Association*, ont révélé récemment un scandale concernant la protection de l'environnement dans la baie de Shenzhen, métropole à l'économie fondée sur les nouvelles technologies, située non loin de Hong-Kong.

Le rapport d'étude d'impact environnemental du projet de dragage du canal de la baie de Shenzhen récemment publié par la municipalité comporte ainsi 35 fois le nom de « Zhanjiang », une autre ville dans la province du Guangdong. On peut par exemple y trouver la phrase « ce projet n'engendrera pas d'impacts importants sur l'écosystème des mangliers de la baie de Zhanjiang ». Sous la pression de l'opinion publique, le *South China Sea Institute of Oceanology of Chinese Academy of Sciences*, rédacteur du rapport, a avoué qu'il avait plagié directement une partie du rapport concernant le projet d'expansion du canal de la baie de Zhanjiang.

Dans une conférence de presse du 15 avril, le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) a annoncé avoir chargé les autorités locales à Shenzhen et au Guangdong d'enquêter immédiatement sur cette infraction. Le MEE a ensuite publié une circulaire sur le renforcement du contrôle des rapports d'études d'impact environnemental. La municipalité de Shenzhen a retiré ce rapport copié et



a demandé au *South China Sea Institute of Oceanology* d'organiser une nouvelle étude sérieuse sur les impacts du projet de dragage sur la faune, la qualité de l'eau et l'écosystème des mangliers.

Retour au sommaire ([ici](#))

ACTUALITES REGIONALES

Shanghai : trentième anniversaire du quartier de Pudong, 10 nouvelles mesures sont annoncées pour l'optimisation de l'environnement des affaires du district

Le 18 avril 2020, le quartier des affaires de Pudong à Shanghai a fêté le trentième anniversaire de son ouverture. Inauguré le 18 avril 1990, il a au fil des ans consolidé son attractivité pour devenir le cœur financier de la métropole. Après l'ouverture de la première bourse des valeurs de Shanghai (la Shanghai Stock Exchange) en 1990, quelques étapes charnières du développement de Pudong sont la création de la zone économique spéciale de Pudong en 1993, la construction de la tour *Oriental Pearl* en 1995 et celle de *Shanghai World Financial Center* en 2008, la tenue de l'Exposition universelle dans une partie du district en 2010 et la construction de la tour emblématique *Shanghai Tower* en 2015.

A l'occasion de cet anniversaire, le Bureau de supervision du marché du Pudong a publié 10 mesures pour approfondir l'effort de réforme et d'amélioration continues de l'environnement des affaires de Pudong. Ces mesures sont concentrées sur la réforme du système commercial, notamment focalisées sur la simplification des procédures d'enregistrement des entreprises et des licences commerciales et des lieux de travail des entreprises. La réforme de l'enregistrement des lieux de travail est destinée à simplifier les procédures pour les entreprises innovantes et start-ups chinoises. Egalement, les 10 mesures contiennent une politique visant à rendre plus facile l'enregistrement de différents lieux d'exploitation des entreprises médicales. Les 10 mesures seront étendues à l'ensemble de la zone de libre-échange de Pudong.

[Lire la publication officielle](#)

Shanghai et Suzhou : plans pour l'accélération et l'intensification du secteur de la biomédecine

Shanghai : le 29 avril 2020, lors d'une conférence de presse dans le parc industriel biomédical de Zhangjiang, la municipalité de Shanghai a annoncé l'obtention de licence d'exploitation pour cinq parcs industriels dédiés à la biomédecine. Suite à un plan du Conseil d'Etat en 2016, la municipalité de Shanghai a publié un plan de développement de l'industrie biomédicale pour 2018-2020, dans lequel s'inscrit l'ouverture de ces cinq parcs.

Les cinq parcs constituent une nouvelle zone de cluster industriel biomédical favorisant l'innovation, la R&D et l'industrialisation dans ce secteur. Ces cinq parcs possèdent chacun des spécialisations respectives : le parc d'innovation pharmaceutique de Zhangjiang (« 张江生物医药创新引领核心区 »), la zone de libre-échange de Lingang biopharmaceutique (« 临港新片区 »), la zone Oriental Beauty Valley (« 东方美谷生命健康融合发展区 »), le port bio pharmaceutique de la Baie [de Hangzhou] (« 湾区生物医药港 »), la zone Shanghai Nord biopharmaceutique (« 北上海生物医药高端制造集聚区 »).

Les cinq parcs couvrent une superficie totale de 60,15 km², comportant 8 M de m² d'espace de construction d'usine personnalisés. L'attractivité auprès d'entreprises nationales et internationales est recherchée, tout comme l'établissement de nouveaux laboratoires de recherche. La municipalité a ainsi annoncé des partenariats avec des instituts de recherche, notamment l'institut de Shanghai de l'Académie chinoise des sciences et le laboratoire pharmaceutique national.

[Lire le plan officiel en chinois](#)



[Lire l'article \(chinois\) de The Paper](#)

Suzhou : durant une conférence de presse le 25 avril 2020, la municipalité de Suzhou a publié son « plan de mise en œuvre pour la construction de points de repère pour l'industrie biomédicale de Suzhou » (《全力打造苏州生物医药产业地标实施方案》(2020-2030年)). Des objectifs annuels sont annoncés pour la consolidation de l'industrie biomédicale à Suzhou : d'ici 2020, 4000 entreprises biopharmaceutiques seront installées à Suzhou, puis 6000 en 2025 et 10000 en 2030. En 2030 la production de ce secteur devra atteindre 1000 Mds CNY. La ville entend développer sa compétitivité par l'attraction de talents, d'entreprises innovantes et des capacités de recherche avancées.

Un accord de coopération stratégique a également été signé durant cette conférence de presse entre la municipalité de Suzhou et un groupe de représentants d'institutions cliniques nationales. Parmi les mesures du plan, le recrutement de talents est une priorité : les talents pourront recevoir jusqu'à 4 M CNY de financement de projet, 2,5 M CNY pour l'installation et 5 M CNY pour l'achat d'une maison. Est également annoncé la création d'un fonds d'investissement pour la biomédecine et l'industrie médicale de plus de 20 Mds de CNY.

[Lire l'article \(chinois\) de The Paper](#)

Wuhan : le PIB de Wuhan chute de -40,5% en glissement annuel au T1-2020.

Selon les données publiées le 29 avril par le Bureau des statistiques de Wuhan, la production industrielle (en valeur ajoutée) a chuté de -45,4%, et la valeur ajoutée dans le secteur des services de -37,7%. La croissance des investissements bruts en capital fixe s'est effondrée de -81,6% sur le premier trimestre. Les ventes de détail ont chuté de -45,7%. Wuhan, qui comptait avant l'épidémie une population de 11 millions d'habitants, était pour mémoire au 9e rang des villes chinoises en termes de PIB en 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

HONG KONG

- Economie

Le gouvernement prévoit une contraction de l'économie en 2020 entre -4 et -7% (contre -1,5% à +0,5% en février).

En mars 2020, le nombre de visiteurs à Hong Kong a chuté de 99% en glissement annuel avec 82 000 entrées. En avril, la moyenne quotidienne des visiteurs est tombée en dessous de 100 et 68 événements ont été annulés. Le conseil du tourisme (HKTB) a affecté 51,3 M USD à un plan de relance pour le secteur du tourisme présenté le 24 avril qui inclura la promotion de Hong Kong à l'étranger. Hong Kong s'est classé 1^{ère} destination touristique dans le monde en 2019 pour la 10^{ème} année consécutive malgré une chute de visiteurs de 10,4% à 32,2 millions. Le tourisme est l'un des quatre piliers de l'industrie de Hong Kong, contribuant à hauteur de 6,6% de l'emploi et 4,5% du PIB en 2018.

Le nombre de nouvelles demandes d'assistance sociale (CSSA) suite aux pertes d'emplois a augmenté de 25% en mars en glissement annuel. Une enquête menée par Comptify Analytics auprès de 140 entreprises à Hong Kong a révélé que 15% d'entre elles ont réduit les salaires de base des cadres et 11% ont mis en place des congés sans solde.

Les syndicats appellent le gouvernement à qualifier le Covid-19 comme maladie professionnelle, et à créer un fonds d'indemnisation des assurances professionnelles pour les employés.

- Commerce extérieur

Les exportations hongkongaises ont baissé de -6,9% au cours du 1^{er} trimestre à 107,3 Mds USD (dont -5,8% en mars). Les importations ont diminué de -8,7% à 120,7 Mds USD (dont -11% en mars).

- Questions monétaires

Le HKD a franchi à plusieurs reprises la limite haute de la bande de fluctuation dans laquelle il évolue par rapport à l'USD, obligeant l'Autorité Monétaire à intervenir à six reprises sur les marchés dont deux fois cette semaine. Les réserves de change de Hong Kong ont reculé de -2,4% à **461 Mds USD fin mars**.

- Aérien :

Cathay a réduit sa capacité de vol à 3% du début du mois d'avril jusqu'au 20 juin et devrait l'augmenter à 5% fin juin : de deux fois par semaine, les vols long-courriers vers Londres, Los Angeles, Vancouver et Sydney passeront à cinq fois par semaine, les vols long-courriers vers Amsterdam, Francfort, San Francisco et Melbourne passeront à trois fois par semaine. Les liaisons régionales actuellement desservies trois fois par semaine, notamment Tokyo, Taipei, Pékin et Singapour, passeront à un service quotidien. Début avril, la compagnie low-cost de Cathay, HK Express, a prolongé l'arrêt total de ses vols mis en place le 23 mars, jusqu'au 18 juin.

Selon BOCOM International, une société de services financiers, le secteur de l'aviation de Hong Kong devrait perdre 8,4 Mds USD de chiffre d'affaires en 2020.

- **Immobilier :**

Selon l'agence Midland IC&I, seules 168 ventes de magasins ont été enregistrées au cours du T1-2020 dans le quartier de Central, le pire résultat depuis 1996. Les acheteurs potentiels demandent en moyenne une remise d'au moins 30%. Selon Cushman & Wakefield, les loyers des magasins alimentaires de Central ont chuté de 15% au T1-2020 par rapport au T4-2019. Cette baisse devrait atteindre -30% au S1-2020. Concernant l'immobilier résidentiel, les promoteurs tels que CK Asset Holdings ou Sun Hung Kai Properties vendent moins de 10% des appartements de leurs nouveaux projets mis sur le marché malgré des réductions sur les prix catalogue de près de 30%.

- **Finance et Fintech**

Les bénéficiaires avant impôt de HSBC à Hong Kong ont chuté de -12,5% au 1^{er} trimestre (g.a.) à 2,9 Mds USD. HSBC a indiqué que ses pertes sur créances pourraient atteindre 11 Mds USD au niveau mondial en 2020. **Hang Seng Bank (filiale de HSBC) a réduit son 1^{er} dividende intérimaire prévu en juin de -21%** par rapport à l'an dernier.

WeLab, la 1^{ère} banque virtuelle hongkongaise agréée depuis avril, détenue par Alibaba Group et Sequoia Capital, a déclaré le 29 avril qu'elle **fournira à l'avance les 1 290 USD aux résidents hongkongais promis par le gouvernement le 26 février**, mais dont le versement ne devrait intervenir qu'en août.

MACAO

- **Industrie du jeu :**

Le Secrétaire de l'Economie et des Finances de Macao a promis qu'une **consultation publique se tiendrait d'ici fin 2020, pour réviser la loi sur les jeux**. Ce sera la première étape avant que le processus de renouvellement des licences des casinos qui expirent en 2022 soit lancé. Le Secrétaire a indiqué que les critères tels que les activités non liées aux jeux, la responsabilité sociale, le soutien aux PME par les casinos, seraient également pris en considération pour l'octroi des futures licences.

Le gouvernement de Macao a perçu 2,3 Mds USD (-37,6% en g.a.) de taxes sur les jeux au cours des trois premiers mois de 2020.

- **Chômage :**

Le taux de chômage à Macao a augmenté au 1er trimestre 2020 à 2,1% par rapport au trimestre précédent (et 2,9% pour les résidents locaux). Il dépasse le niveau de 2% pour la première fois depuis 2012. Le salaire médian mensuel au premier trimestre a diminué à 2 000 USD (-5,9%). Les salaires médians du personnel des casinos et du secteur de la construction restent inchangés respectivement à 2 501 USD et 1 751 USD.

TAIWAN

Hon Hai Foxconn : intensification de sa production aux Etats-Unis

Hon Hai a annoncé intensifier la production de ses produits internet dans son usine du Wisconsin [aux Etats-Unis](#). Avec notamment l'augmentation du télétravail, la demande de produits fabriqués hors de Chine a bondi. Cette usine se concentrera sur la production de produits de cybersécurité, de composants internet (cloud computing), et de respirateurs (en collaboration avec le groupe Medtronic). Depuis février 2020, Hon Hai s'est également lancé dans la production de machines à café robotisée Briggo. Désormais le groupe semble prioriser plusieurs centres de production régionaux hors Chine (elle concentre aujourd'hui [près de 75% de ses capacités de production](#)), comme les Etats-Unis, Taiwan, le Vietnam et le Mexique.

Aide aux entreprises impactées par le coronavirus : 82 Mds TWD de prêts accordés par les banques taïwanaises

Les banques locales ont accepté jusqu'ici plus de [5000 demandes de prêts](#) (82 Mds TWD soit 2,5 Mds EUR) de la part d'entreprises en difficultés suite à l'épidémie de covid-19. Cette aide provient des banques publiques à hauteur de 87% de l'enveloppe totale allouée (72 Mds TWD soit environ 2 Mds EUR). Lors d'une audition au parlement, le Ministre de l'économie, SHEN Jong-chin, a promis plus de flexibilité dans le traitement des dossiers d'aide aux entreprises et de négocier avec les syndicats les cas particuliers dans certains secteurs, comme celui de [la machine-outil](#), qui bien que touchés par la crise, ne correspondent pas forcément aux critères d'éligibilité fixés par le gouvernement.

Retraite : le recours à l'hypothèque inversée augmente de 30% à Taiwan

Les prêts hypothécaires inversés qui permettent à une personne propriétaire d'utiliser la valeur de son bien immobilier pour financer sa retraite, ont selon la Financial Supervisory Commission (FSC) bondi [de 30% au cours du T1 2020](#) par rapport au T1 2019 (4 272 dossiers pour un montant de 23,9 Mds TWD soit 721 M EUR). Trois banques à Taiwan se distinguent sur ce marché : Taiwan Cooperative Bank (9,9 Mds TWD), Land Bank of Taiwan (6,7 Mds TWD) et Hua Nan Bank (3,6 Mds TWD). Plus de la moitié des transactions auraient été réalisées dans le Nord de Taïwan, principalement à Taipei, New Taipei City et Keelung, soit près de 70% du montant total des transactions. Plus de 55% des postulants sont des femmes, sans doute en raison de la coutume locale (le patrimoine immobilier étant souvent enregistré au nom de l'épouse) et d'une espérance de vie plus longue.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PÉKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Antoine Moisson, François Lemal, Antoine Bernez, Dominique Grass, Jean-Philippe Dufour, Maxime Sabourin, Odile Huang, Rodolphe Girault, Paule de la Poype

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, Raphaël Pequignot

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet